

ANNEXE.

Décret khédivial du 19 Juin 1893.

Nous, Khédivé d'Égypte,
Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis conforme de Notre Conseil
des Ministres :

Considérant qu'il a été nécessaire d'introduire diverses modifications dans notre Décret
du 3 janvier 1881 (2 Safer 1298),

Décrétions :

ARTICLE PREMIER.—Le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire est chargé d'arrêter
les mesures à prendre pour prévenir l'introduction en Égypte, ou la transmission à l'étranger,
des maladies épidémiques et des épizooties.

Art. 2. Le nombre des délégués égyptiens sera réduit à quatre membres :

- 1° Le Président du Conseil, nommé par le Gouvernement égyptien, et qui ne votera
qu'en cas de partage des voix ;
- 2° Un docteur en médecine européen, inspecteur général du Service sanitaire, maritime
et quarantenaire ;
- 3° L'inspecteur sanitaire de la ville d'Alexandrie, ou celui qui remplit ses fonctions ;
- 4° L'inspecteur vétérinaire de l'Administration des services sanitaires et de l'hygiène
publique.

Tous les délégués doivent être médecins régulièrement diplômés, soit par une Faculté
de médecine européenne, soit par l'État, ou être fonctionnaires effectifs de carrière, du grade
de vice-consul au moins, ou d'un grade équivalent. Cette disposition ne s'applique pas aux
titulaires actuellement en fonctions.

Art. 3. Le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire exerce une surveillance perma-
nente sur l'état sanitaire de l'Égypte et sur les provenances des pays étrangers.

Art. 4. En ce qui concerne l'Égypte, le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire
recevra chaque semaine, du Conseil de santé et d'hygiène publique, les bulletins sanitaires
des villes du Caire et d'Alexandrie, et chaque mois, les bulletins sanitaires des provinces. Ces
bulletins devront être transmis à des intervalles plus rapprochés lorsque, à raison de circon-
stances spéciales, le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire en fera la demande.

De son côté, le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire communiquera au Conseil
de santé et d'hygiène publique les décisions qu'il aura prises et les renseignements qu'il aura
recus de l'étranger.

Les Gouvernements adressent au Conseil, s'ils le jugent à propos, le bulletin sanitaire
de leur pays et lui signalent, dès leur apparition, les épidémies et les épizooties.

Art. 5. Le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire s'assure de l'état sanitaire du
pays et envoie des commissions d'inspection partout où il le juge nécessaire.

Le Conseil de santé et d'hygiène publique sera avisé de l'envoi de ces commissions et
devra s'employer à faciliter l'accomplissement de leur mandat.

Art. 6. Le Conseil arrête les mesures préventives ayant pour objet d'empêcher l'intro-
duction en Égypte, par les frontières maritimes ou les frontières du désert, des maladies
épidémiques ou des épizooties, et détermine les points où devront être installés les campe-
ments provisoires et les établissements permanents quarantentaires.

Art. 7. Il formule l'annotation à inscrire sur la patente délivrée par les offices sanitaires
aux navires en partance.

Art. 8. En cas d'apparition de maladies épidémiques ou d'épizooties en Égypte, il
arrête les mesures préventives ayant pour objet d'empêcher la transmission de ces maladies
à l'étranger.

Art. 9. Le Conseil surveille et contrôle l'exécution des mesures sanitaires quarantentaires
qu'il a arrêtées.

Il formule tous les règlements relatifs au service quarantenaire, veille à leur stricte exé-
cution, tant en ce qui concerne la protection du pays que le maintien des garanties stipulées
par les conventions sanitaires internationales.

Art. 10. Il réglemente, au point de vue sanitaire, les conditions dans lesquelles doit
s'effectuer le transport des pèlerins à l'aller et au retour du Hedjaz, et surveille leur état de
santé en temps de pèlerinage.